

# Le roi Mohammed VI du Maroc limoge le chef de la police

LE MONDE | 14.09.06 | 16h17 • Mis à jour le 14.09.06 | 16h17

L'homme fort de la sécurité marocaine, le général Hamidou Lâanigri, vient d'être brutalement écarté du pouvoir par le roi Mohammed VI. Un communiqué officiel, publié mercredi 13 septembre à Rabat, annonce l'arrivée d'un civil, un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, Charki Draïss, à la tête de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN). Il remplace donc le général Lâanigri, nommé inspecteur général des Forces auxiliaires, un poste de second rang.

En l'absence de toute explication officielle sur la disgrâce brutale de celui qui apparaissait jusqu'à présent comme le M. Sécurité du royaume et, un temps, le numéro deux de la monarchie, les spéculations vont bon train.

Le général est probablement victime de deux affaires. La première concerne l'annonce, fin août, du démantèlement d'une cellule terroriste au sein des Forces armées royales (FAR), le pilier de la monarchie. Cinq militaires, trois gendarmes et un officier de police figuraient parmi les 56 personnes arrêtées. Le ministre de l'intérieur, Chakib Benmoussa, avait parlé d'"*un réseau très bien organisé, avec une idéologie salafiste extrémiste*", qui avait pour cible des sites touristiques et l'assassinat de personnalités marocaines et étrangères.

## TRAFIC DE HASCHISCH

Depuis, même si une partie de la presse locale a sérieusement mis en doute la réalité du "*complot*" (les armes volées dans une caserne se résumaient à des couteaux et des téléphones portables, et les militaires incriminés n'avaient aucune responsabilité), des têtes sont tombées. Notamment celles du patron du renseignement militaire, le général Mohammed Belbachir, un militaire réputé proche du général Lâanigri.

Tout aussi médiatisée dans le royaume, la seconde affaire est liée au trafic du haschisch, dont le royaume est - de loin - le premier producteur mondial. Elle a éclaté fin août lorsqu'un narcotraffiquant notoire, Mohammed Kharraz, maintes fois condamné par la justice du royaume sans être pour autant inquiété - il faisait la navette entre la Costa del Sol espagnole et le nord du Maroc - a été finalement interpellé dans un petit village du Rif.

L'homme a tout raconté et donné les noms de tous ceux dont il s'était assuré la protection au fil des années. Depuis les sanctions pleuvent. Elles touchent une bonne partie de la hiérarchie policière et de la gendarmerie dans le nord-ouest du Maroc : le patron de la DST à Tanger ; le lieutenant-colonel qui avait la haute main sur les patrouilles de gendarmerie dans la région ; le capitaine des Forces auxiliaires en charge des postes de surveillance maritimes. Au total, 12 responsables de la police et de la gendarmerie sont sanctionnés.

La surprise principale est venue de l'annonce de la suspension de ses fonctions du directeur de la sécurité des palais royaux, Abdelaziz Izzou. Entre 1996 et 2003, M. Izzou avait eu la haute main sur l'appareil sécuritaire à Tanger avant de revenir dans la capitale.

M. Izzou devait tout au général Lâanigri. Sa disgrâce a sans doute contribué à la chute de son protecteur. D'autant que ce dernier était affaibli depuis les attentats de Casablanca, en mai 2003, qu'il n'avait pas su prévenir alors qu'il dirigeait la DST.

**Jean-Pierre Tuquoi**

Article paru dans l'édition du 15.09.06